



Déclaration de l'Alliance Patriotique suite à la tenue du Grand Dialogue National Inclusif

L'Alliance Patriotique a fait, depuis sa naissance, de la tenue d'un vrai Dialogue National Inclusif (DNI) pour la résolution du Contentieux Historique son cheval de bataille comme le confèrent les différentes sorties de ses membres dans les médias et ses déclarations lors des célébrations de nos héros nationaux.

Le 10 Septembre 2019, le chef de l'Etat reconnaissait enfin, dans un discours à la nation, l'existence de ce Contentieux Historique National et convoquait un Dialogue National Inclusif (DNI). L'Alliance Patriotique, dans sa déclaration du 13 Septembre 2019 à l'occasion de la commémoration du père de l'indépendance kamerunaise Ruben Um Nyobe, a d'ailleurs salué cette reconnaissance ainsi que la convocation du DNI par le chef de l'Etat. En même temps, l'AP déplorait le fait que ce dialogue ait lieu dans un contexte de guerre ; ignorant ainsi l'expérience de la résolution des conflits ailleurs en Afrique et dans le monde. Notamment les préalables d'un tel dialogue qui sont :

- Une déclaration de cessez-le feu par le gouvernement ;
- Une amnistie générale et inconditionnelle ;
- La Libération de tous les prisonniers politiques.

À travers ce regret, l'AP exprimait implicitement ses réserves sur la démarche du Président de la République ainsi que ses limites quant-à la satisfaction des attentes du peuple kamerunais par rapport à la résolution de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Tant il est vrai que les principaux belligérants à l'instar de M. Ayuk Tabe n'étaient pas invités autour de la table des débats. De surcroît, les participants aux travaux en commission étaient taillés sur mesure par le gouvernement avec une forte dominance des membres du RDPC et de ses partis

L'Alliance Patriotique, le phœnix qui renaît toujours des cendres.

satellites. Pour l'Alliance Patriotique, les résultats de ce dialogue qui s'apparentait à un monologue sont en soi mitigés.

Il apparaît des grandes lignes des recommandations que le Contentieux Historique National n'a été abordé que de façon approximative et superficielle puisqu'il a été réduit au problème du bilinguisme dans sa pratique et aux systèmes éducatifs et judiciaires importés. La crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest trouve cependant sa source dans la non-résolution du Contentieux Historique National dont les principaux éléments constitutifs sont :

- **La mauvaise conférence de Foumban en 1961** qui marque le début du long processus d'annexion du West-Kamerun.
- **Le pseudo référendum de 1972.** C'est en soit un coup de grâce à forte odeur de pétrole et sous l'influence de la France.
- **Le retour unilatéral à la République du Cameroun** par M. Paul Biya.

Elle ne s'aurait donc être réduite à une question de francophone ou d'anglophone encore qu'il n'existe pas au Kamerun une ethnie francophone et une ethnie anglophone.

En soulignant la nécessité de renforcer un bilinguisme centré sur le français et l'anglais au lieu de mettre un accent particulier sur un multilinguisme qui placerait nos langues nationales sur le même pied d'égalité que les langues coloniales, les participants au Grand Dialogue National (GDN) ne se sont pas seulement auto-niés, mais aussi et surtout ont nié l'entité nationale kamerunaise, manifestant ainsi leur non-reconnaissance de son identité humaine et culturelle. Le maintien et le désir de renforcer les deux sous-systèmes éducatifs et judiciaires rentrent dans la même logique. Manifestement, il n'existe aucune volonté politique de résoudre définitivement schisme dans les systèmes éducatifs et judiciaires au Kamerun en créant d'un côté un système éducatif endogène et de l'autre un système judiciaire purement kamerunais ancré dans nos valeurs culturelles. Tout se passe comme si le chemin vers le développement passe par l'auto-négation de soi-même et la soumission à l'étranger.

Au lieu de résoudre définitivement le Contentieux Historique National en s'attaquant à la nature et à la forme de l'Etat, les participants au GDN ont plutôt choisi la fuite en avant en accordant une prime à ceux qui ont pris les armes. Le statut spécial préconisé pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ne résout point le problème fondamental qui est celui d'un véritable changement des rapports et

L'Alliance Patriotique, le phœnix qui renaît toujours des cendres.

dynamiques entre le centre et la périphérie, entre l'Etat central, les collectivités locales et les citoyens.

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest bénéficieront-elles d'une participation effective des collectivités locales à la conception des politiques de développement économique, sociale et culturelle et les autres non ? Y-aura-t-il dans ces deux régions un renforcement des capacités d'action des collectivités locales par une autonomie politique, juridique, financière et administratives et ailleurs pas ? Faut-il que des groupes armés naissent un peu partout dans l'ensemble du pays pour se faire entendre ?

Néanmoins, l'Alliance Patriotique,

- Se réjouit de la libération des centaines de prisonniers politiques arrêtés dans le cadre des crises dans le NoSo et post-électorale, mais regrette en même temps que cette grâce présidentielle n'ait pas été étendue aux leaders du West-Kamerun récemment condamnés.
- Apprécie des recommandations sur la réinsertion des ex-combattants, mais déplore en même temps le fait que les familles des victimes de la guerre aient été oubliées.
- Se réjouit du souci de prendre des mesures visant à accorder une amnistie générale pour favoriser le retour des réfugiés et des personnes déplacées.
- Salue la proposition de création d'un haut conseil de la diaspora et le principe de la représentation de la diaspora aux niveaux parlementaire et gouvernemental. Nous osons cependant croire que les représentants de la diaspora ne seront pas uniquement choisis au sein des officines de l'UC-UNC-RDPC.
- Salue la volonté de reformer le code de la nationalité dans la perspective de permettre aux kamerunais de la diaspora de pouvoir adopter la double nationalité.
- Prend acte des propositions pour la reconstruction et le développement du West-Kamerun et rappelle en même temps que c'est presque tout le Kamerun qui est sinistré. L'Extrême Nord (singulièrement les villages suivants : Magdeme, Double, Fotokol, Bodo, Sagme, Kangaleri, Kerewa, Ashigashia), l'Est et plusieurs zones rurales dans le Centre, le Sud, le Littoral et à travers le reste du pays manquent cruellement d'infrastructures routières, scolaires, sanitaires

L'Alliance Patriotique, le phœnix qui renaît toujours des cendres.

et médicales, d'eau, d'électricité, etc... Ces zones méritent également que l'on leur accorde une attention particulière. C'est tout le Kamerun qui nécessite un plan de construction et de développement.

Au regard du bilan mitigé du GDN, l'Alliance Patriotique,

- Réaffirme son attachement à la construction d'un kamerun fédéral qui prend en compte les aspirations des populations locales en changeant les rapports et dynamiques entre le centre et la périphérie, entre l'Etat central, les collectivités locales et les citoyens. Un Etat, qui, par une politique visionnaire et intelligente, offre des perspectives et des opportunités de développement dans tous les domaines de la société.

Un Kamerun fédéral qui, sur le plan politico-administratif, sera fondé sur les leviers suivants :

- **Une politique consensuelle et non exclusive** i.e. qui inclut l'ensemble des composantes de la société de l'Etat à l'individu de sa conception à son application.
- **Une démocratie participative des citoyens.** On ne peut pas faire table rase de la conscience des gens qu'on dirige. Dans un Kamerun nouveau, le citoyen devra donc être amené à participer de façon active à la construction de la cité à tous les niveaux.
- **L'usage et l'intégration des langues locales dans les institutions.** La plupart des citoyens ont le sentiment d'être exclus du processus politique et institutionnel du fait de la non-maîtrise des langues importées. Par ailleurs, un peuple qui se respecte ne s'identifie pas à une langue coloniale.
- **Une participation effective des collectivités locales** à la conception de la politique fédérale de développement économique, sociale et culturelle à travers leurs représentants au parlement fédéral.
- **Un renforcement des capacités d'action des collectivités locales** par une autonomie politique, juridique, financière et administratives de ces collectivités. Naturellement, ce renforcement va de soi avec un renforcement de leurs ressources stratégiques, notamment financières à travers une réforme fiscale. Cette réforme fiscale qui est absolument indispensable dans le cas du Kamerun actuel doit être dépendante des attributions des communes, régions/Etats fédérés et Etat fédéral. Par exemple, 30% des recettes fiscales

L'Alliance Patriotique, le phœnix qui renaît toujours des cendres.

dans une localité communale pourront être transférées au niveau fédéral, 30% au gouvernement régional et les 40% des recettes restantes seront gérées localement. Les communes les plus riches au sein d'une même région soutenant les communes les plus pauvres dans la même région à travers un mécanisme de transfert de fonds selon les besoins. Mécanisme qui sera administré au niveau régional par l'administration régionale sous contrôle du parlement régional. Au niveau fédéral, un mécanisme semblable devra être mis sur pieds pour soutenir les États fédérés les plus pauvres.

- **Un parlement fédéral** qui élabore et vote les lois, le budget fédéral, contrôle et entérine l'action du gouvernement fédéral. Il peut le déposer si nécessaire.
- **Des parlementaires régionaux** qui élaborent et votent les lois et le budget au niveau régional. Ils contrôlent et entérinent l'action du gouvernement régional (ou de l'État fédéré) respectif et peuvent le déposer si nécessaire.
- **Des élus locaux** qui élaborent et votent le budget au niveau communal. Ils contrôlent et entérinent l'action du maire qui lui-même est un élu. Les élus locaux peuvent déposer le maire si nécessaire.
- **Gouvernement des Régions** : Chaque Etat fédéré/région aura à sa tête un gouvernement dirigé par un premier ministre ou un gouverneur de région qui est élu par les populations de l'Etat fédéré qu'il dirige.
- **Un Sénat** restreint composé uniquement des premiers ministres ou gouverneurs des régions/États fédérés.
- **Une armée nationale de développement** sous le haut commandement du président fédéral. Son rôle principal sera la protection du peuple. En temps de paix, elle pourra se livrer aux activités de construction des infrastructures, telles les routes, ponts, hôpitaux, etc...
- **Une police** proche du peuple dont le rôle principal est d'assurer la sécurité et de lutter contre la criminalité et la prévarication. Il y aura une police fédérale dont le rôle sera de sécuriser les frontières nationales et une police dans chaque région ou chaque Etat fédéré. La sécurité des biens et personnes dans chaque état fédéré / chaque région incombe à la police régionale.
- **Une douane** fédérale sous la direction du Bureau Fédéral de Douanes. Sa présence devra être effective dans toutes les portes d'entrée et sortie du

Kamerun. Les recettes douanières seront directement transférées au ministère fédéral des finances.

- Réitère son appel au peuple kamerunais à se mobiliser pour la création d'un vaste Mouvement Populaire en s'organisant dans les comités d'action afin de mettre fin à la guerre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et résoudre définitivement le Contentieux Historique.

Fait à Yaoundé, ce 07.10.2019

Le Présidium de l'Alliance Patriotique